



Mercredi 26 octobre 1955,
à 10 h. 50

New-York

SOMMAIRE

Page

Point 50 de l'ordre du jour:

Rapport de la Commission du droit international sur les
travaux de sa septième session (*suite*)..... 29

Président: M. Manfred LACHS (Pologne).

*En l'absence du Président, M. Alfonsín (Uruguay),
vice-président, assume la présidence.*

POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR

**Rapport de la Commission du droit international
sur les travaux de sa septième session (A/2934,
A/C.6/348, A/C.6/L.355, A/C.6/L.356) [*suite*]**

1. M. BRETON (Canada) reconnaît qu'il serait en principe souhaitable de publier un annuaire distinct où trouveraient place les études, rapports spéciaux et comptes rendus analytiques de la Commission du droit international. Si cet annuaire est publié, il doit être complet et il convient à cet égard d'approuver le choix de la commission. Il faut cependant tenir compte des incidences financières de ce projet: puisque les frais de publication en anglais et en français sont moindres que dans toute autre langue, le représentant du Canada estime que, pour le moment, l'annuaire devrait être publié dans ces deux langues, et porter tout d'abord sur les travaux de la septième session, et il appuiera toute proposition à cet effet. Les travaux de la commission ne prendront cependant tout leur sens que si les documents des six premières sessions sont également publiés. Comme le Secrétaire de la Sixième Commission l'a indiqué, ces documents pourraient être réunis en deux ou trois volumes et publiés en français et en anglais, ce qui réduirait sensiblement les frais. La délégation canadienne est disposée à appuyer en principe toute recommandation à cet effet.

2. M. ESCUDERO (Equateur) déclare que, dans sa recommandation (A/2934, par. 35), la Commission du droit international suggère deux solutions: ses documents pourraient soit trouver place dans un Annuaire juridique des Nations Unies, soit être publiés séparément. Il ressort du débat que la première solution est exclue, puisque la question d'un Annuaire juridique n'est pas inscrite à l'ordre du jour et que l'Assemblée générale s'est bornée, par sa résolution 686 (VII), à formuler un vœu à ce sujet. La seconde solution s'impose donc.

3. Personne ne met en doute l'intérêt d'un Annuaire de la Commission du droit international, qui constituerait un instrument de recherche précieux et favoriserait le développement progressif du droit international et sa codification. Il ne s'agit d'ailleurs pas simplement d'une question d'érudition: la publication des documents de la Commission du droit international permettrait de former l'opinion publique et de familiariser les

peuples avec les principes et les règles qui régissent les relations internationales.

4. La Sixième Commission a attaché une importance exagérée aux aspects financiers de la question: il va sans dire qu'elle doit en tenir compte, mais ce n'est pas à elle de les examiner dans le détail. La Commission doit décider s'il est ou non souhaitable de publier les documents. Si la majorité des délégations se prononcent en faveur de la publication, la même majorité devra s'efforcer de faire voter les crédits nécessaires. Dans le cas où, comme plusieurs délégations l'ont fait observer, il serait impossible, pour des raisons d'ordre budgétaire, d'envisager la publication des documents des six premières sessions de la Commission du droit international, il faudrait tout au moins décider de publier tous les documents à venir de cette commission.

5. Certains représentants ont proposé, pour les mêmes raisons d'ordre budgétaire, de publier ces documents en une seule langue. L'Organisation des Nations Unies a trois langues de travail, et il serait inadmissible de choisir l'une d'elles à l'exclusion des deux autres.

6. Quant au choix des documents à publier, il vaut mieux laisser à la Commission du droit international le soin de décider, et s'en remettre sur ce point au jugement de ses membres.

7. La délégation de l'Equateur appuiera tout projet de résolution qui aurait pour objet d'assurer la publication d'un Annuaire juridique de la Commission du droit international.

8. M. BROKENBURR (Etats-Unis d'Amérique) estime qu'il ne serait pas souhaitable, au stade actuel, d'entreprendre la publication d'un Annuaire juridique international, qui ferait double emploi avec certaines publications des Nations Unies et entraînerait des frais considérables. L'entreprise devrait être plus modeste à ses débuts.

9. Tout en se déclarant en principe favorable à la publication régulière des documents de la Commission du droit international, le représentant des Etats-Unis pense pour l'instant que ces documents devraient être publiés en une seule langue et estime, comme le représentant de la Suède (446^{ème} séance), que la langue choisie devrait être l'anglais.

10. La délégation des Etats-Unis serait, au stade actuel, peu disposée à ajouter au budget de l'Organisation une somme suffisante pour couvrir la publication des documents des six premières sessions de la commission. L'Organisation pourrait assurer la publication de ces documents au cours des deux ou trois années à venir en y affectant une faible partie des crédits destinés à l'ensemble de ses publications.

11. En outre, pour réduire les frais de publication des documents de la Commission du droit international, il faudrait prendre des mesures afin d'augmenter les ventes au public. La distribution de documents gratuits devrait être limitée à un nombre raisonnable d'exem-

plaires et réservée aux gouvernements des Etats Membres, pour leurs propres besoins, et les dispositions de l'article 26 du statut de la commission ne devraient pas s'appliquer à la publication d'un Annuaire de la Commission du droit international.

12. M. ROBINSON (Israël), tout en reconnaissant que la question d'un Annuaire juridique des Nations Unies n'est pas à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, exprime l'espoir que le Secrétaire général pourra l'inscrire à l'ordre du jour provisoire de la session suivante. Si l'annuaire était publié, les travaux de la Commission du droit international devraient en constituer la première partie, la seconde traitant du droit international en général et du droit de l'Organisation des Nations Unies en particulier.

13. La délégation israélienne est, en principe, favorable à la publication des documents de la Commission du droit international, mais elle estime qu'un choix est absolument nécessaire. Les documents de la commission sont, en principe, publiés sous des cotes différentes selon qu'ils possèdent une valeur durable ou sont d'une nature éphémère. Mais cette distinction est loin d'être absolue et ne correspond souvent pas à la nature véritable des documents. Un choix s'impose donc, car il ne fait aucun doute que les documents de caractère éphémère, quelle que soit la cote sous laquelle ils ont été publiés, ne devront pas être imprimés. D'autre part, le contenu des rapports annuels augmente régulièrement: ils reproduisent les textes adoptés par la commission avec les commentaires qui s'y rapportent, ainsi que les observations des gouvernements qui étaient auparavant publiées séparément. Puisque ces rapports annuels reproduisent également l'essentiel des débats, on peut se demander s'il est souhaitable d'imprimer les comptes rendus analytiques des séances de la commission.

14. Les documents que la Sixième Commission retiendra en vue de leur impression ultérieure devraient satisfaire à quatre conditions qui semblent de nature différente, mais ne sont pas contradictoires.

15. Il faut tout d'abord que ces documents favorisent le développement progressif du droit international et sa codification. Une analyse des travaux de la Commission du droit international permettra seule de déterminer quels sont les documents à imprimer et quel est l'ordre de priorité à leur accorder. Certaines des études entreprises par la commission peuvent être considérées comme terminées, d'autres ont été abandonnées, d'autres encore en sont à un stade préliminaire. Il convient d'indiquer à ce sujet que l'œuvre accomplie par la commission ne peut être jugée par ses résultats immédiats, et que chaque tentative de codification bénéficie des tentatives antérieures: on s'est plaint de l'échec de la Conférence pour la codification du droit international, tenue à La Haye en 1930, mais le projet présenté par la commission sur le régime de la mer territoriale s'inspire largement des débats qui ont eu lieu à La Haye. La délégation israélienne estime qu'il conviendrait de publier les documents de la commission en raison de leur valeur et non de la session à laquelle ils se rattachent, mais ils ne peuvent l'être avant que la commission n'ait achevé ses travaux sur le point de l'ordre du jour auquel ils ont trait.

16. La deuxième condition concerne les vœux des membres de la Commission du droit international, qui doivent être scrupuleusement respectés. Ce n'est pas à la Sixième Commission de décider si des rapports spéciaux doivent être publiés, et, dans l'affirmative, s'ils doivent être remaniés avant leur impression. La même

remarque s'applique aux études effectuées par le Secrétariat, ainsi qu'aux comptes rendus analytiques.

17. La troisième condition est d'ordre linguistique. Certains représentants ont indiqué qu'il serait préférable, pour des raisons d'ordre budgétaire, de publier les documents de la commission en une seule langue. Cette affirmation ne semble pas tenir compte de l'évolution historique: le français a d'abord été la seule langue diplomatique; puis, en 1919, le français et l'anglais ont été les deux langues officielles; enfin, la Conférence de San-Francisco a consacré le principe de cinq langues officielles. Il devrait être possible de mettre les documents de la commission à la portée du plus grand nombre en tenant compte de l'expérience acquise par l'Organisation et sans sacrifier une langue au profit d'une autre.

18. La quatrième condition est d'ordre budgétaire. La Cinquième Commission est en droit de demander à la Sixième Commission de ne pas négliger les incidences financières de la publication, mais les frais pourront être sensiblement réduits si les documents à imprimer sont choisis de façon judicieuse.

19. Le représentant d'Israël estime que la Sixième Commission ne peut prendre de décision pour le moment, car il serait dangereux d'adopter une solution hâtive. Il serait préférable de désigner un comité chargé d'examiner tous les aspects de la question et de faire rapport à la Sixième Commission à sa présente session, après avoir consulté les membres de la Commission du droit international. Si le rapport ne pouvait être établi d'ici la fin de la présente session, la Sixième Commission serait tenue de renvoyer l'examen de la question à la onzième session de l'Assemblée générale.

20. M. STABELL (Norvège) avait d'abord été partisan d'ajourner la question à une prochaine session, mais le débat l'a convaincu qu'une décision peut être prise dès maintenant, décision qui n'empêchera d'ailleurs pas l'Assemblée générale de reprendre l'ensemble du problème par la suite, lorsqu'elle sera saisie de la question de l'Annuaire juridique des Nations Unies.

21. La délégation norvégienne considère que les documents de la Commission du droit international méritent d'être publiés, même s'ils ne doivent intéresser qu'un cercle restreint de spécialistes. Il lui semble en outre qu'il convient de publier les documents des sessions antérieures de la commission, sinon cette publication risquerait d'être pratiquement inutile.

22. L'importance des considérations financières pose le problème des langues, et la délégation norvégienne considère à cet égard que la publication dans les cinq langues officielles de l'Organisation des Nations Unies, voire même dans les trois langues de travail, entraînerait des dépenses exagérées. La publication en anglais seulement lui paraît suffisante. Ce serait là une solution de caractère purement pratique, et qui n'impliquerait de discrimination contre aucune autre langue. En conséquence, la délégation norvégienne appuiera le projet de résolution présenté par l'Egypte et la Suède (A/C.6/L.355).

23. M. Stabell se réserve le droit de faire connaître sa position sur la question du choix des documents à publier, dont a parlé le représentant d'Israël.

24. M. RONSE (Belgique) considère qu'il serait utile de publier sous forme de recueil les études, les débats et les rapports de la Commission du droit international. A la précédente séance, le représentant du Royaume-Uni a clairement résumé les questions à régler en les

groupant sous quatre points : à partir de quelle session la publication doit-elle être commencée ? Dans quelles langues doit-elle s'effectuer ? Quel en sera le coût ? Quels documents seront publiés ? Sur ce dernier point, M. Ronse estime que, pour des raisons financières, les documents antérieurs à 1955 ne devraient être publiés qu'en anglais, mais qu'à l'avenir la publication devrait s'effectuer dans les trois langues de travail, comme le préconise l'étude établie par le Secrétaire général (A/C.6/348). Cette solution est du reste conforme à la tradition de l'Organisation des Nations Unies, dont il n'y a aucune raison valable de s'écarter.

25. M. CORTINA (Cuba) regrette que le débat soit limité à la publication des documents de la Commission du droit international. Nul n'a mis en doute l'importance d'une telle publication pour le développement du droit international, qui est la base même de l'Organisation des Nations Unies. Ce droit se forme peu à peu, et la publication envisagée permettrait à l'opinion publique d'en mieux suivre l'évolution. Cependant, M. Cortina aurait préféré que la Commission ait eu l'occasion de se prononcer sur la question de l'Annuaire juridique des Nations Unies, et il déplore qu'une interprétation restreinte du paragraphe 35 du rapport de la Commission du droit international l'ait empêchée de le faire. Cette interprétation lui paraît constituer un précédent dangereux et contraster avec la décision qu'a prise la Sixième Commission de se saisir de la question du lieu de réunion de la Commission du droit international. M. Cortina fait remarquer qu'en parcourant le catalogue complet des publications des Nations Unies de 1945 à 1955, on s'aperçoit que les publications relatives au droit international y occupent une place insuffisante. La publication d'un annuaire juridique permettrait de combler cette lacune regrettable.

26. Au sujet de l'aspect financier de la question, M. Cortina ne croit pas qu'il faille s'en exagérer les difficultés. Il félicite le Secrétaire général de son étude, qui a permis aux membres de la Commission de fixer leurs idées à cet égard. On ne peut pas s'attendre à ce que la publication des documents de la Commission du droit international soit une source de revenus importante, même avec une bonne publicité. Le représentant de Cuba craint que cette publication ne compromette celle de l'Annuaire juridique, et préférerait attendre que cet annuaire puisse être publié dans les trois langues de travail.

27. M. VALLAT (Royaume-Uni) considère que le moment n'est pas venu pour la Sixième Commission de se prononcer sur la question de l'Annuaire juridique des Nations Unies, qui exigera une étude approfondie, mais il pense qu'elle pourrait se prononcer dès à présent sur la question de la publication des documents de la Commission du droit international. Ces documents contiennent des renseignements précieux, qui éclairent le sens des textes et des commentaires reproduits dans les rapports de la commission. Ils sont à l'heure actuelle difficilement accessibles et leur publication contribuerait beaucoup au développement du droit international. Bien que lente, l'œuvre de la Commission du droit international est de la plus haute importance pour l'avenir des relations internationales, et c'est pourquoi la délégation du Royaume-Uni votera en faveur de la publication de ses documents.

28. Etant donné le débat qui s'est déroulé, il ne reste à résoudre que les problèmes pratiques. La Commission du droit international a elle-même indiqué quels documents devraient être publiés : les études, les rapports

spéciaux et les comptes rendus analytiques. Répondant à ceux qui estiment que certains de ces documents ne devraient pas être reproduits, M. Vallat fait remarquer qu'on ne saurait établir de critère satisfaisant pour le choix à effectuer, car les documents que certains pays considéreraient comme importants ne le seraient pas pour d'autres. Tous les documents mentionnés dans la recommandation de la Commission du droit international (A/2934, par. 35) devraient donc être publiés, et l'on pourrait y ajouter les projets de résolution et amendements soumis à la commission.

29. Le représentant du Royaume-Uni considère ensuite que la publication devrait remonter à la première session de la Commission du droit international, afin de permettre de retracer l'historique des diverses questions étudiées.

30. Pour ce qui est des langues, M. Vallat estime qu'il serait exagéré de réclamer la publication dans les cinq langues officielles de l'Organisation des Nations Unies. L'Annuaire des Nations Unies lui-même n'est publié qu'en anglais, et aucune publication comparable à celle qui est envisagée ne paraît dans les cinq langues officielles. La publication des documents en question dans les trois langues de travail suffirait à les rendre accessibles à tous les intéressés. Cependant, comme cette dernière solution entraînerait des dépenses considérables, on pourrait, du moins au début, ne publier les documents qu'en anglais. Il convient d'ailleurs de ne pas perdre de vue que la question des incidences financières devra être tranchée par la Cinquième Commission.

31. En terminant, M. Vallat déclare que sa délégation, sans encore prendre définitivement position, est très favorable au projet de résolution de l'Égypte et de la Suède (A/C.6/L.355).

32. M. CASTAÑEDA (Mexique) demande au Secrétaire de la Commission si le Secrétariat est tenu par la résolution 247 (III) de l'Assemblée générale de traduire en espagnol les documents de la Commission du droit international.

33. M. LIANG (Secrétaire de la Commission) répond par l'affirmative.

34. M. CASTAÑEDA (Mexique) pense que la publication des documents de la Commission du droit international ne devrait donc pas entraîner de dépenses plus importantes pour l'espagnol et le français que pour l'anglais. Il constate que les membres de la Sixième Commission semblent s'accorder à reconnaître l'intérêt que présenterait cette publication. A son avis, aucun document ne devrait être exclu, d'autant que la Commission du droit international a décidé de ne faire figurer qu'exceptionnellement dans ses rapports les opinions dissidentes de ses membres. Le représentant d'Israël a dit que la valeur scientifique de certains rapports et de certaines études est douteuse, mais M. Castañeda estime que, même si tel est le cas, ces documents présentent un intérêt suffisant pour justifier leur publication. C'est du reste l'opinion de la Commission du droit international elle-même, comme le représentant du Royaume-Uni l'a fait remarquer.

35. M. Castañeda ne partage pas les vues du représentant de la Suède en ce qui concerne la question fondamentale de la langue. Nombreux sont les juristes et les étudiants, dans le monde entier, qui ne connaissent pas l'anglais, et il convient donc de publier les documents de la Commission du droit international dans les trois langues de travail de l'Assemblée générale. Les frais de publication dans ces trois langues ne seraient

pas aussi considérables que certains l'ont fait entendre. D'autre part, le principe des trois langues de travail a été admis une fois pour toutes par l'Assemblée générale. Néanmoins, dans un esprit de compromis, la délégation du Mexique et les 10 autres auteurs du projet de résolution commun (A/C.6/L.356) ont prévu que les documents des sept premières sessions de la Commission ne seraient publiés qu'en anglais. Pour ce qui est de l'avenir, par contre, on ne peut invoquer aucune raison valable pour ne publier les documents qu'en anglais, et le projet de résolution prévoit donc qu'ils seront imprimés dans les trois langues de travail.

36. M. EL ERIAN (Égypte) souligne l'importance du mot "d'abord" dans le projet de résolution présenté par les délégations de l'Égypte et de la Suède (A/C.6/L.355). Les auteurs de ce projet se sont eux aussi placés sur le plan pratique. L'objet de ce projet de résolution est de hâter la publication des documents de la Commission du droit international, et de permettre un début. Le représentant du Mexique a souligné avec raison que de nombreux juristes et étudiants dans le monde entier ne connaissent pas l'anglais, et il serait souhaitable que les documents soient à l'avenir publiés dans les trois langues de travail — et même, le cas échéant, dans d'autres langues. M. El Erian se réserve le droit de revenir sur cette question, ainsi que sur d'autres aspects du problème.

37. M. MAURTUA (Pérou) fait observer que l'importance des fonctions politiques de l'Organisation tend à reléguer à l'arrière-plan ses activités dans les domaines techniques. La publication des documents de la Commission du droit international n'en sera donc que plus utile. Il convient en effet que le monde soit tenu informé des travaux de cet organe juridique des Nations Unies, chargé de la codification et du développement du droit international. Il ne faut pas oublier non plus que les principaux systèmes juridiques et les principales formes de civilisation sont ou devraient être représentés à la Commission du droit international. Il faut donc publier intégralement tous les comptes rendus de cette commission, qui sont des documents de travail précieux; en effet, le droit international est une chose vivante dont il faut suivre l'évolution.

38. La délégation du Pérou s'associe, en ce qui concerne le problème des langues, aux observations de la délégation de l'Équateur. L'Assemblée générale a choisi l'espagnol comme l'une des langues de travail; le problème est donc déjà résolu. Certes, il convient de tenir compte des aspects financiers du problème; c'est pourquoi le projet de résolution présenté par 11 délégations (A/C.6/L.356) propose que les documents des sept premières sessions ne soient imprimés qu'en anglais. Le projet de résolution présenté par les délégations de l'Égypte et de la Suède (A/C.6/L.355) n'indique pas

quand les documents seraient publiés dans toutes les langues de travail.

39. M. SEN (Inde) souligne que les membres de la Sixième Commission sont unanimes à reconnaître que la publication des documents de la Commission du droit international servirait les fins pour lesquelles cette commission a été créée. Le principe étant admis, il convient d'en étudier la mise en œuvre. Or, les ressources disponibles sont limitées, et les auteurs des deux projets de résolution dont la Commission est saisie se sont donc efforcés de concilier la nécessité de publier les documents avec les considérations financières. Les formules proposées ne nient pas l'importance du français et de l'espagnol. Comme l'a fait observer le représentant de l'Égypte, le mot "d'abord", dans le projet de résolution présenté par l'Égypte et la Suède, est un mot clef: en fin de compte, il sera bon que tous les documents de la commission soient publiés dans toutes les langues. Ce que l'on propose, en attendant, c'est de faire un premier pas dans la voie de la publication, en tenant compte des nécessités d'ordre financier. Mais, comme l'a fort bien dit le représentant de l'Union soviétique, on se heurte alors à certaines questions qu'il faut élucider. La plupart des travaux de la Commission du droit international n'ont pas encore un caractère définitif. La délégation de l'Inde éprouve une très grande admiration pour la commission, qui s'occupe de sujets très complexes. Il faut cependant convenir que ses travaux n'en sont pas encore à la phase finale. Par conséquent, tout en reconnaissant qu'il importe de publier les documents de la commission, on peut se demander s'il convient d'entreprendre cette publication dans toutes les langues dès maintenant, ou s'il ne vaudrait pas mieux le faire seulement au fur et à mesure que les travaux atteindront leur stade final.

40. Si la question devait être décidée dès maintenant, il faudrait trouver les fonds nécessaires à la publication. Il faudrait fixer aussi le moment où les documents seraient reproduits dans toutes les langues de travail. En tout état de cause, la publication des documents de la Commission du droit international nécessitera un travail d'édition très minutieux. Il ne semble pas que la commission puisse se charger de la sélection et de l'édition des documents à publier. Le Secrétariat ne serait pas non plus en mesure d'assurer ce travail, qui est essentiellement technique. Il faudra donc, de toute nécessité, étudier cette question en détail. Il serait d'autre part utile de discuter la question de la publication des documents avec la Cinquième Commission. Enfin, puisqu'il convient de publier les documents de la commission dans toutes les langues de travail, il semblerait préférable d'attendre, pour commencer, que la publication puisse se faire simultanément dans les trois langues, après que tous les aspects du problème auront été étudiés avec soin.

La séance est levée à 13 h. 5.